

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Gabon : chiffres et classement dans la Cémac fin 2019

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

La réunion tripartite (États membres-institutions de la Cémac-Fonds monétaire international) a donné l'occasion de glaner quelques chiffres de l'économie nationale au second semestre 2019. Ainsi, en fin 2019, le Gabon est classé parmi les meilleurs élèves de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac). Globalement, l'état des relations entre le Fonds monétaire international (FMI) et les pays de la Cémac est satisfaisant, en raison de la tenue de la deuxième consultation tripartite (États membres-institutions de la Cémac-FMI), des rencontres traditionnelles en marge des assemblées annuelles d'automne du FMI et des revues des programmes pour le deuxième semestre 2019. Le Gabon a enregistré des progrès importants dans la gestion des finances publiques depuis le deuxième trimestre 2019. La quasi-totalité des critères de réalisation quantitatifs ont été respectés à fin juin 2019. Les perspectives de l'ajustement budgétaire à fin décembre 2019 et pour l'année 2020 sont également positives. En accord avec les recommandations du Fonds monétaire international, les autorités comptent assurer l'approfondissement des mesures visant à renforcer la sécurisation et la mobilisation des recettes non pétrolières, ainsi que la rationalisation des dépenses. En 2019, le taux de croissance du Gabon est à 3,3 %, nettement au-dessus de celui de la Cémac, 2,5%. Les tensions inflationnistes, par contre, se situent à 3 %, alors que la moyenne communautaire est à 1,9%.



Les chefs d'États de la zone Cémac ou leurs représentants lors du sommet extraordinaire à Yaoundé au Cameroun.

## Améliorer l'identification et le ciblage des populations pauvres et vulnérables

Innocent M'BADOUUMA/Sce: Min. Solidarités  
Libreville/Gabon

Dans le cadre d'un appui technique et financier de la Banque mondiale, dont le but est d'appuyer les politiques de développement en matière, notamment, de croissance inclusive, le gouvernement gabonais s'est engagé à consentir des efforts dans l'efficacité de ses dépenses sociales. Pour concrétiser ces efforts, la Banque a convenu de financer un projet dont l'objet vise à améliorer l'identification et le ciblage des populations pauvres et vulnérables. L'identification de ces cibles permet de simplifier les procédures de prises en charge, d'optimiser l'utilisation des ressources affectées aux politiques sociales, et de donner une meilleure réponse aux différentes facettes de la vulnérabilité au Gabon. L'objectif de l'identification des cibles ne

peut être comparable aux objectifs de l'enquête gabonaise pour l'évaluation de la pauvreté de 2015, ou encore à la collecte des données de la deuxième phase de cette enquête pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté de 2017, dirigée par la direction générale de la Statistique, dont le but était de combler le déficit en statistiques sur la pauvreté. La Banque mondiale, dans le cadre de l'appui budgétaire, a financé ces enquêtes dont les résultats ont été rendus publics en décembre 2018. Ces résultats ont permis de préciser les paramètres de ciblage des populations vulnérables avec, notamment, la notion de " seuil de pauvreté " pour identifier les Gabonais économiquement faibles (GEF). L'opération de paramétrage devait être complétée par une étude de terrain d'identification. Dans le cadre de la feuille de route adoptée par les ministres de la protection

sociale et de l'Économie, le gouvernement s'est engagé à financer le volet ciblage dont le démarrage effectif était prévu en 2019. Mais en raison des contraintes d'agenda de l'administration, l'étude n'a pu démarrer. Cette enquête qui a pris du retard se justifie par les limites de la nature de certaines variables comme le revenu moyen (déterminé par l'enquête à 35 000 FCFA). Et la définition initiale de GEF, qui a conduit à une augmentation exponentielle du nombre invraisemblable de GEF de l'ordre de 800 000 personnes. Le ministère ne pouvant conduire efficacement une stratégie d'investissement humain sur la base statistique non fiable, il a été envisagé de soutenir une enquête de précision de cibles réelles qui vont être prises en charge. Le formulaire qui a été élaboré pour les besoins de ladite enquête permettra d'identifier les personnes qui entrent dans

le profil de pauvreté déterminé dans l'enquête de 2017. Quelles sont les personnes concernées par le seuil de pauvreté dans la cible des personnes âgées ou des filles-mères par exemple? L'opération de cette année, qui s'étendra sur l'ensemble du territoire, sera conduite par une équipe pluridisciplinaire. Elle devra déboucher sur deux principaux résultats: l'actualisation du fichier CNAMGS (Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale) et des GEF dont la notion combine désormais plusieurs variables liées au revenu moyen, à la santé, au logement, à l'éducation, au niveau de vie, et l'identification des cibles vulnérables. L'engagement du gouvernement de soutenir une enquête de ciblage est porté par l'ambition de bâtir une politique sociale proprement dite, qui s'appuie sur des cibles clairement identifiées et efficacement prises en charge.